

Pourquoi la maison d'arrêt de Nantes craque encore

Ouest-France, par Pierre-Marie Hériaud et Anne-Hélène Dorison, le 8 décembre 2022

La maison d'arrêt de Nantes est surpeuplée. La durée des détentions s'allonge et la réforme du système de remise de peine, au 1er janvier, risque d'aggraver encore la situation. Sans émouvoir grand monde...

Le débat revient tel un serpent de mer dans l'actualité nantaise. La construction, il y a dix ans, d'un nouvel établissement en lieu et place de la vétuste prison Descartes, aujourd'hui transformée en logements et restaurants, n'a rien changé au problème. La maison d'arrêt désormais implantée à Carquefou, où sont incarcérés les détenus en attente de jugement et les courtes peines, affiche une surpopulation qui a atteint un record le 25 novembre dernier : l'administration pénitentiaire comptabilisait 804 détenus dans cet établissement conçu pour en accueillir... 570 (dont 40 au quartier des femmes, également surchargé). Soit une surpopulation de 141 % !

Un gardien nantais : « Une centaine de matelas au sol à la maison d'arrêt »

Nous sommes dans la moyenne des maisons d'arrêt, qui s'établit à 142 %, remarque l'ancien avocat pénaliste Dominique Raimbourg, ex-député (PS) qui défend la création d'une nouvelle maison d'arrêt en Loire-Atlantique. Le recours massif aux peines de substitution, aux bracelets électroniques et le quartier de semi-liberté quartier du Pont-du-Cens à Nantes (qui déménagera bientôt) n'ont rien changé. Mais la réalité des chiffres et des pourcentages, c'est en moyenne une centaine de matelas au sol à la maison d'arrêt de Nantes », traduit William Cozic, délégué syndical des surveillants de prison Force ouvrière (FO). Chaque samedi, on croit pouvoir souffler un peu. C'est le jour des « libérables ». Mais dès l'après-midi, de nouveaux détenus arrivent ».

Les solutions ? Construire de nouveaux établissements, mais cela demande du temps et coûte de l'argent. Ou mettre en place une véritable politique de prévention de la récidive. Probablement toute aussi coûteuse. 6 000 conseillers d'insertion et de probation doivent suivre 12 000 détenus et 160 000 condamnés à l'extérieur. Nous ne sommes pas organisés pour lutter efficacement contre la récidive, regrette Dominique Raimbourg.

Plus d'un quart des agents en arrêt

Ségolène Amiot, députée Nupes de la 3^e circonscription (Nantes – Saint-Herblain), qui a visité une douzaine d'établissements en France et se passionne pour le sujet, partage le

constat et une partie de la solution. Elle s'interroge sur la multiplication des suicides à la maison d'arrêt de Nantes. C'est anormal et la surpopulation n'explique pas tout. Il y a un manque d'effectifs chronique et les surveillants sont à bout. J'en ai vu en larmes..., avoue l'élue, l'une des rares parlementaires à s'intéresser au sujet.

De fait, au quotidien, la vie à la maison d'arrêt est difficile, pour les prisonniers et les gardiens. Actuellement, il doit y avoir plus de 50 agents en arrêt pour 217 agents au total. Ce n'est pas pour rien que la profession peine à recruter, pointe William Cozic. Aux dépressions s'ajoutent les agressions.

Pour autant, une nouvelle maison d'arrêt dans le département n'est pas la bonne réponse. La vraie question, c'est pourquoi on met des gens en prison et comment on fait pour empêcher qu'ils ne recommencent. Les enfermer et les oublier le temps de leur peine, c'est la solution de facilité.

Des agressions derrière les murs

Chiffres. En l'espace de quinze jours, entre mi-octobre et début novembre, le syndicat FO a recensé trois scènes de violences au sein de la maison d'arrêt de Nantes : des coups de poing portés à un agent et deux agressions avec des lames artisanales de rasoir, qui n'ont heureusement pas causé de graves blessures. Deux agents ont néanmoins été placés en arrêt de travail, à l'époque. Dimanche 27 novembre encore, une surveillante a été tirée par les cheveux par une détenue. Les violences entre détenus ont elles aussi beaucoup augmenté. Entre le 1er janvier et début novembre 2022, 153 faits avaient été constatés contre 133 sur l'ensemble de l'année 2021. Depuis le début 2022, plus de 16 kg de stupéfiants ont été saisis après des projections (avec des catapultes par-delà les hauts murs) ou après des parloirs. Plus de 650 téléphones ont également été découverts (contre 287 l'année dernière).